

ANALYSE DU 24 octobre 2010

LA RECONCILIATION A SENS UNIQUE : La Francophonie n'a pas légitimé l'impunité au Togo

Les Togolais et Togolaises, ceux et celles de la Diaspora en particulier, sont abasourdis face au coup médiatique de Faure Gnassingbé portant sur *"La Nouvelle donne" au Togo*, une nouvelle forme de désinformation sur la situation réelle dans le pays. Le journal *"La Tribune de Genève" relayé par le Site officiel du Gouvernement togolais* a publié ces déclarations (*"La Nouvelle donne"*, 22 octobre 2010, voir <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Politique/La-nouvelle-donne>), sans avoir au préalable vérifié la réalité de la complexité du cas Togo. Cela mérite un droit de réponse que le CVU offre à la société civile togolaise notamment la Diaspora qui constitue la sixième région du Togo. **Est-ce que ce sont les problèmes de santé ou des problèmes internes entre les frères Gnassingbé qui font que Faure Gnassingbé s'est fait représenter au sommet de la Francophonie**, Montreux en Suisse par le n° 2 du Gouvernement, M. Solitoki Eso, Ministre d'Etat, de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et par le Ministre d'Etat des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Elliott Ohin ?

Bien que **Faure Gnassingbé était absent à Montreux**, ceux qui ont fait la déclaration à sa place ont oublié d'exposer les secrets bien "francophones" permettant de contourner la vérité des urnes et la vérité des comptes publics au Togo notamment lors des élections de 2005 et 2010. Parler ainsi de "réconciliation", de cohésion nationale", "de travailler main dans la main quelles que soient les tendances politiques", de "dialogue constructif avec les autres nations de l'espace francophone et du monde" sonnent comme un véritable outrage aux oreilles de ceux, Républicains, qui ont subi dans la chair, dans l'humiliation, dans la vexation, dans la perte d'emplois, dans les blessures morales et physiques, dans les séquestrations, dans les kidnappings, dans les emprisonnements, bref, dans les usurpations de l'Etat de droit et des libertés.

Parler de "normalisation de la vie institutionnelle et politique" au Togo après des formes modernes d'usurpations juridiques de la volonté du Peuple togolais apparaît plus comme une invitation à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) d'utiliser le Togo comme un exemple et un modèle à suivre au sein de l'espace francophone tant en termes d'usurpation de la vérité des urnes que du silence institutionnalisé sur la vérité des comptes publics. **Cette démocratie francophone serait le modèle que l'OIF tente avec beaucoup de difficulté d'exporter en Guinée.** Mais la vigilance des mouvements citoyens et des partis politiques indépendants des forces extérieures semble ne pas avoir fonctionné en "automatique" comme au Togo. Les conflits politiques au Togo ont toujours été créés par le seul et même système qui, soit-dit en passant a oublié de "bâtir dans la diversité, un Togo tourné vers la modernité"... Que Faure Gnassingbé se rappelle de la mission première d'un dirigeant est en soi un scoop qu'il convient de publier. Encore faut-il que cela soit suivi d'effets. Si **l'Organisation internationale de la Francophonie se retrouve être l'institution première qui regroupe le plus grand nombre de dirigeants qui ont usurpé la "vérité des urnes"**, alors il faut se faire du souci sur sa capacité à

Mouvement Citoyen

promouvoir autre chose qu'une démocratie palliative au Togo. Il faut donc espérer que son représentant, le fameux numéro 2, n'aille pas promouvoir la démocratie togolaise dans l'espace francophone, au risque de faire perdre la crédibilité à cette illustre institution.

Au Togo, il n'y a jamais eu de réconciliation. Ce qui est certain, **il n'y a eu que du débauchage** du pouvoir en place dans les partis politiques d'opposition ou, de plus en plus fréquemment, des tentatives qui ont avorté. C'est une pratique courante dans laquelle ce pouvoir excelle. Pour preuve, il suffit de rappeler ce qui s'est passé encore récemment entre l'opposant de longue date, Gilchrist Olympio, Président d'un parti promouvant le "changement" qui a choisi de se couper de sa base et de la population togolaise pour des arrangements où l'argent n'est certainement pas absent. C'est ainsi que Faure Gnassingbé et Gilchrist Olympio, ont choisi cette nouvelle forme d'«alliance des fils de » pour neutraliser toute initiative indépendante du Peuple togolais en optant pour :

- **le silence sur le négationnisme** ambiant relayé par le Président du Parlement togolais qui souffre d'amnésie pour n'avoir pas, selon ses propres déclarations, "vu" de morts et de blessés au cours des deux périodes postélectorales de 2005 et 2010 où des groupes civilo-militaires non républicains ont unilatéralement choisi de désigner celui qui doit être à la tête du Togo, non sans avoir bafoué allègrement la vérité des urnes ;
- **l'impunité, cette autre forme du silence** sur les exactions contre les libertés, les droits humains et l'Etat de droit où l'absence de vérité des comptes empêche tout bilan sérieux et indépendant de la mauvaise gouvernance économique et politique. La Banque mondiale ne s'y est pas trompée en rappelant très officiellement que "le Togo est mal géré".

Pour permettre l'institutionnalisation d'une telle falsification des faits, le Pouvoir de Faure Gnassingbé a mis en place des institutions comme la Commission Vérité, Réconciliation et Justice qui n'a ni les moyens financiers, humains pour faire son travail, profitant d'ailleurs pour mettre au silence certains ecclésiastiques. Faut-il rappeler les nombreux prisonniers politiques détenus sans jugements ou les nombreuses personnes privées de travail pour avoir osé défendre la démocratie, celle où l'alternance ne rime pas avec dictature juridique ? Ainsi, pour apaiser les bailleurs de fonds, peu regardant sur la réalité des faits, **des institutions formelles non fonctionnelles sont mises en place pour donner l'illusion de la "réconciliation"**. Mais, où sont-ils les cas résolus ? Où sont-ils ceux et celles qui ont été dédommagés ? Peut-on décréter la "réconciliation" sans qu'il ne s'agisse à terme de bombes à retardement ?

Aussi, les mouvements citoyens et indépendants représentants les Togolais républicains et respectueux de l'Etat de droit demandent que tous médias qui publient les affirmations sans preuves du pouvoir puissent offrir un **"droit de réponse" à tous mouvements représentatifs des Togolais qui en feraient la demande**. Ce ne sera qu'une façon de rétablir une part de la vérité en invitant chacun à aller se rendre compte de la misère du Peuple Togolais pendant les **40 ans où le mot réconciliation n'existait pas dans le langage du parti qui a porté Faure Gnassingbé** au pouvoir.

Plus spécifiquement, le CVU rappelle que :

Mouvement Citoyen

1. **l'impunité ne peut faire office de réconciliation** alors que les résultats des élections font encore l'objet de contestations véhémentes de la plus grande majorité de la population et que Faure Gnassingbé interdit toute manifestation et même les veillées de prière sans oublier la séquestration des chefs de partis politiques, leur libre circulation voire les tentatives juridiques de fermeture de leur parti ;
2. **la réconciliation est un concept que la Francophonie ne peut adouber sous peine de servir de béquille aux syndicats des chefs d'Etats**, nombreux à avoir fait le déplacement à Montreux lors de ce 13e sommet de la Francophonie alors que le bilan sur le plan économique et commercial et de la création d'emplois au Togo sont plus que mitigés.

Ce n'est pas parce que le Président Abdou Diouf a obtenu l'unanimité des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'espace francophone sur sa réélection à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie qu'il a besoin de "fermer" les yeux sur les graves entorses à la démocratie au Togo, surtout que le rôle de l'Organisation Internationale de la Francophonie en matière électorale en Guinée est de plus en plus décrié par la société civile et les organisations citoyennes indépendantes du financement de ces institutions.

Le Collectif pour la Vérité des Urnes demande aux Médias et au journal *La Tribune de Genève* d'accepter le droit de réponse des organisations représentant la Diaspora togolaise alors que celle-ci est privée de droit de vote par celui qui déclare faire une réconciliation unilatérale.

La désinformation, le mensonge et la mystification ne sont que des formes spécifiques de fuites en avant du Pouvoir togolais. Les démocrates et humanistes de la Francophonie ne peuvent se laisser bernier par de telles pratiques.

Mesdames, Messieurs de la Francophonie, un peu d'audace, un peu de vérité, un peu d'humanisme, à moins que la Francophonie ne légitime **une réconciliation "unilatéralement" à sens unique** afin de mieux légitimer l'impunité. Non, la Francophonie n'est pas que de l'hypocrisie. Encore faut-il le prouver au Peuple togolais !

Ce sera alors véritablement une "nouvelle donne" !!!



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur International Provisoire

